



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Finalités et enjeux de la formation économique des agriculteurs

Jean-Paul Jamet

Citer ce document / Cite this document :

Jamet Jean-Paul. Finalités et enjeux de la formation économique des agriculteurs. In: Économie rurale. N°136, 1980. pp. 5-8;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1980.2693>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1980_num_136_1_2693

Fichier pdf généré le 08/05/2018

FINALITES ET ENJEUX DE LA FORMATION ECONOMIQUE DES AGRICULTEURS

Jean-Paul JAMET
IFOCAP

Les réflexions qui suivent procèdent d'une expérience personnelle plutôt que de l'analyse complète du processus de formation économique des agriculteurs. La comparaison avec les contributions de J. Mahé, E. Marshall et B. Ponthus permet de mieux apprécier l'originalité de chaque démarche.

A partir de l'expérience de onze années de formation économique à l'IFOCAP, j'essaierai de dégager ce qui me paraît important en matière de formation économique. Rappelons en deux mots ce qu'est l'IFOCAP :

L'IFOCAP a été créé en 1959 par les mêmes responsables agricoles jeunes qui avaient créé le Centre National des Jeunes Agriculteurs. A l'origine, l'Institut ne s'occupait que de promotion collective et avait donc pour ambition de donner un complément de formation générale ou de culture générale à des agriculteurs qui exerçaient, par ailleurs, des responsabilités plus ou moins importantes dans les organisations professionnelles agricoles, en particulier le syndicalisme et la coopération.

Vers 1969, après deux ans de fonctionnement, une deuxième activité est venue s'ajouter à la première : une section de formation professionnelle a été entreprise, par une méthode d'apprentissage progressif, décentralisée et basée sur le travail de groupe, de permettre aux agriculteurs de tenir eux-mêmes leur comptabilité afin de dominer cette technique aux multiples usages.

Mon propos s'inspire surtout de l'expérience de découverte des questions économiques par les responsables agricoles dans le cadre de la promotion collective.

Il importe de rappeler que le Conseil d'Administration de l'IFOCAP n'est formé que de personnes physiques qui sont là « intuitu personae » et qui n'engagent d'aucune manière les organisations où elles peuvent avoir, par ailleurs, des responsabilités. Cette indépendance est indispensable si l'on veut entreprendre une action de formation qui se déroule avec une certaine distance par rapport aux contingences de l'action des organisations professionnelles, ce qui n'empêche d'ailleurs pas une compréhension de leurs positions.

FORMATION, EXPERIENCE ET ENSEIGNEMENT

Dans quel cas peut-on parler de formation à l'économie ? Qu'entend-on par formation ? Quel est le champ de l'économie ? N'y a-t-il pas déjà une difficulté pour définir avec précision notre sujet dans la mesure où chacun de ces deux termes a ambition à recouvrir une certaine « globalité ».

Pour former quelqu'un, ne faut-il pas avoir une idée du rôle que cette personne doit jouer dans la société ?

L'économie comme la sociologie ne sont-elles pas des sciences sociales qui peuvent se suffire à elles-

mêmes et expliquer avec précision le fonctionnement d'une société ?

Des réponses à ces questions découlent les modalités d'une politique de formation.

La formation, d'une façon générale, ne peut se définir que par référence d'une part à une vision culturelle et d'autre part à une expérience autonome des formés. Ainsi, pour l'IFOCAP, la vision culturelle implique une certaine autonomie en tant que responsable de la conduite de son exploitation agricole, ce qui entraîne de prendre en main par des démarches de solidarité collective les activités de toutes sortes qui concourent à l'activité agricole et à la vie rurale. D'autre part, les formés ont tous une expérience acquise dans l'exercice de leur métier et de leurs responsabilités. Ils sont adultes, donc ont des comportements liés à leur situation et à leur histoire. Cette expérience est une sorte de matière première ou de soubassement qui permet de ne pas partir à zéro. La demande est une demande d'approfondissement plus que de découverte. L'acte de formation se traduit donc par une certaine confrontation entre des expériences et des savoirs organisés. Naturellement, ces expériences ne déterminent pas a priori un champ de perception, mais leur reconnaissance rend plus humble la position du formateur qui sait que les faits sont têtus et que ses auditeurs et partenaires exercent, en dehors des stages, des activités qui constituent toujours une référence.

C'est pourquoi il paraît important de différencier formation et enseignement. L'enseignement ne présume pas une quelconque expérience de la part des élèves. D'autre part, il n'est pas en liaison directe avec les activités sociales. La fonction de l'enseignement est autre, elle est de structurer des personnalités par une formation de base et de les préparer, dans une certaine mesure à pouvoir acquérir des capacités. Quelquefois, ces acquisitions en fin de cycle d'enseignement ont un caractère d'apprentissage professionnel. Il est dommage qu'en agriculture, on fasse assez facilement la confusion entre enseignement agricole et formation agricole qui sont des actions complémentaires mais qu'on ne saurait substituer l'un à l'autre.

On peut craindre de la sorte qu'il y ait une certaine démission devant l'enseignement agricole, les espoirs (illusoire) d'amélioration se reportant sur la formation professionnelle agricole. Cette dernière perd alors son rôle d'exploitation de l'expérience pour devenir

un substitut d'enseignement pour adultes, quelquefois au rabais.

LA FORMATION ECONOMIQUE

Ce rappel sur la nécessaire distinction entre enseignement et formation devrait permettre de mieux situer les enjeux de la formation économique.

Le terme « formation économique » recouvre par lui-même plusieurs réalités et selon les promoteurs correspond à plusieurs types de formation assez distincts. Il pose aussi la question du statut même de la validité de l'approche économique. Cette définition implique d'ailleurs que l'on dissocie autant que faire se peut la question pédagogique du contenu de la formation. Cela est d'autant plus délicat que dans une démarche de formation pour adultes, les problèmes pédagogiques sont parmi les plus importants, mais ils ne sauraient à eux seuls déterminer l'action de formation.

Que recouvre donc fréquemment le terme « formation économique » ?

On peut s'apercevoir que les stages dénommés de formation économique sont des stages d'apprentissage à la gestion de l'exploitation (il s'agit alors soit d'appréhender cette exploitation par des données comptables ou par des données technico-économiques, soit de réfléchir aux meilleures décisions de gestion qu'il faut prendre (orientation de l'exploitation, décision d'investissement, diminution des coûts, financement de la trésorerie ou choix d'un mode de financement pour les immobilisations). Cette première approche, essentiellement centrée sur l'exploitation et l'exploitant, part du fait que celui-ci doit prendre des décisions dans un cadre économiquement donné sur lequel il a individuellement peu de prise.

Cette formation à la gestion se réduit d'ailleurs bien souvent à des méthodes d'apprentissage technique, soit à la comptabilité, soit à la conduite du troupeau (en particulier au calcul de rations alimentaires). Cet apprentissage ne peut conduire à aucune ouverture, la maîtrise d'une technique devenant alors plus rassurante que tout autre chose, à la fois pour le formé et à la fois pour le formateur. La question de l'insertion de l'apprentissage de la comptabilité dans une démarche de gestion et dans une démarche de formation économique demanderait à elle seule un exposé. Son utilité pour l'agriculteur ne fait pas de doute, par contre la polarisation sur la technique comptable est un écueil souvent difficile à éviter.

D'une façon générale, on peut dire que la formation à la gestion demanderait des méthodes pédagogiques privilégiant une démarche centrée sur les problèmes faisant de nombreux appels aux études de cas et aux études de situation, à l'image des méthodes d'enseignement utilisées fréquemment dans les écoles de commerce.

Il y a dans cette direction beaucoup à faire pour l'appliquer aux exploitations agricoles. Cette approche qui privilégie une appréhension globale de l'exploitation agricole par rapport à sa structure et à son environnement, doit faire appel à de nombreuses disciplines, en particulier ce que l'on nomme la micro-économie. D'une certaine façon, on peut dire qu'elle est improprement appelée formation économique. Les termes formation à la gestion ou formation à la décision (sans spécification) seraient beaucoup plus appropriés.

Le second groupe, moins important, de stages qualifiés de formation économique porte sur la commercialisation des produits agricoles et les éléments qui déterminent la formation de leur prix. Le champ est déjà plus large, mais il a encore bien souvent une dimension « micro-économique ». Cette approche peut néanmoins conduire à une appréhension assez vaste des questions économiques puisque l'on est souvent amené à aborder les principes de la politique agricole commune, les perturbations des relations monétaires internationales, les conséquences de la concentration industrielle, l'influence des groupes multinationaux et diverses questions de politique agricole : le rôle des interprofessions, la création d'organismes pour organiser les marchés tels que les offices, etc. Cette formation économique est centrée sur la commercialisation d'un ou des produits agricoles, elle répond donc à des préoccupations immédiates des agriculteurs. Les coopératives, les organisations économiques, le syndicalisme agricole, à vocation générale ou spécialisée mettent facilement en place des stages sur ces thèmes qui font assez souvent recette.

UNE DISCIPLINE LIMITEE

A ces approches de la formation économique, s'en ajoute une dernière que j'appellerai assez volontiers la formation économique stricto sensu. Son champ est général et correspond assez bien à ce qu'on appelle l'économie sans autre spécification. Elle s'intéresse aux interdépendances de plus en plus nombreuses qui lient tous les acteurs de la vie économique d'un pays et qui demandent analyse, explication et interprétation. Ces questions peuvent être étudiées soit d'un point de vue micro-économique, soit d'un point de vue macro-économique. Un certain nombre de théories économiques peuvent permettre de mieux cerner les questions qui sont liées à ces interrogations et qui portent souvent sur la comparaison de rapports coûts-avantages de solutions alternatives. Ces théories économiques ne sont pas toutes complémentaires, elles sont parfois contradictoires, souvent incomplètes. Leur validité est l'objet de beaucoup de réserves, néanmoins force est de constater qu'elles proposent des ensembles assez cohérents d'explication.

Certains mettent en cause de telles démarches pour des raisons idéologiques, ne voyant dans les sciences humaines qu'un discours pseudo-scientifique servant à

justifier une normalité sociale conforme aux vœux de l'orateur. Sans doute, la filiation de l'économie à l'économie politique n'est pas si éloignée dans le temps que l'une ne puisse déteindre sur l'autre. Sans doute, il est facile d'invoquer un déterminisme scientifique pour imposer une vision particulière de l'organisation de la société. Mais, tout compte fait, il semble que la référence à des théories économiques précises permet souvent d'éclairer des débats d'organisation de la société. Et plus le formateur fait référence à des auteurs précis, et plus les stagiaires ont moyen de se repérer même si ce monde des théories leur est moins familier. Il n'y a rien de plus déroutant que ces ouvrages de vulgarisation économique où le nom d'aucun auteur n'est cité, où aucune explication n'est restituée dans son contexte historique.

Mais il n'y a pas que le soupçon d'une récupération idéologique qui empêche de définir un acte de formation centré sur une approche économique au sens strict. Certains, par souci pédagogique, soulignent que les agriculteurs ou les adultes formulent une demande synthétique et que l'approche de la réalité par discipline est beaucoup trop longue parce que devant recourir à des démarches analytiques diverses. D'autres pensent au départ qu'une démarche de formation ne peut être que globale et que la science économique est bien insuffisante pour appréhender la réalité sociale dans son ensemble et dans sa complexité. Il en résulte une répugnance pour délimiter une discipline de savoir avec précision.

Si l'on en a les moyens, il semble pourtant que l'approche par discipline précise est le meilleur gage d'approfondissement, d'autant que l'on a affaire à des adultes dont la représentation organisée des phénomènes sociaux demande seulement à être complétée. Pour bien montrer que l'approche de la réalité doit se baser sur des démarches scientifiques précises, je citerai seulement une phrase de Gaston Bachelard : « Qu'est-ce que la croyance à la réalité, qu'est-ce que l'idée de la réalité, quelle est la fonction métaphysique primordiale du réel ? C'est essentiellement la conviction qu'une entité dépasse son donné immédiat, ou pour parler clairement, c'est la conviction que l'on trouvera plus dans le réel caché que dans le donné évident ». Les différentes théories économiques sont donc pour le formateur autant de clés qui aideront à faire découvrir plus dans l'étude des phénomènes sociaux.

Certes, l'économie est insuffisante pour fournir les outils à une analyse complète des questions d'organisation de notre société. Mais ma conviction est qu'une grande rigueur dans l'utilisation des méthodes de l'économie est la condition d'une véritable approche pluridisciplinaire, la plus large possible, allant de la sociologie en passant par la réflexion politique ou la réflexion philosophique. Cette pluridisciplinarité se déroulera d'autant mieux si les différents intervenants se situent dans un même cadre culturel prenant en compte le monde même dans lequel se situent les participants à l'acte de formation.

En admettant que cette typologie des différentes approches en matière de formation économique soit légitime, il y a lieu de s'interroger sur les raisons pour lesquelles les actions de formation économiques privilégient les démarches d'apprentissage (aux techniques de comptabilité et de conduite des troupeaux) aux dépens des formations plus générales.

Plusieurs réponses peuvent être émises :

- Un apprentissage opérationnel apporte une sécurité de caractère technique aux agriculteurs. Ils perçoivent tout de suite le résultat de leurs efforts.

- Cette approche de caractère technique est aussi sécurisante pour les formateurs qui sont ainsi réputés compétents dans un certain domaine. La formation d'ingénieur ou de technicien supérieur de nombreux formateurs les prédispose à préférer les techniques à des analyses de sciences humaines où leur propre formation est insuffisante.

- Les responsables institutionnels des actions de formation sont plus rassurés par des démarches qui ne visent pas à remettre en cause l'organisation de la société et la vie de leurs institutions.

- La loi de 1971 sur la formation a été en partie détournée de son ambition première. Elle a abouti, au moins dans le monde agricole, à définir plutôt des actions de formation professionnelle que des actions de formation permanente.

- La dichotomie entre formation professionnelle, développement agricole et promotion collective n'aboutit pas à permettre une définition claire des enjeux de la politique de formation.

- Le retard de formation initiale et spécialisée des exploitants agricoles conduit à une politique de rattrapage professionnel en matière de formation.

LA PLACE DE LA PEDAGOGIE

Mais, il n'y a pas que des raisons idéologiques ou politiques qui empêchent d'aborder les questions de formation économique dans leur ensemble. Deux points de blocage me semblent être la formation des formateurs d'une part, et le peu d'instruments pédagogiques dont ils disposent d'autre part. En effet le recours à une démarche économique n'est possible que si l'on peut recourir à une pédagogie appropriée. Et beaucoup de critiques sur les limites de l'intérêt de l'économie en formation ne portent bien souvent que sur une inadaptation des méthodes pédagogiques employées en particulier en début de stage, lorsque l'on ne fait pas assez le lien entre l'attente des stagiaires et le programme conçu pour eux.

Un formateur insuffisamment formé en économie aura du mal lorsqu'il expose ou fait découvrir telle ou telle relation, à le faire avec pédagogie s'il connaît mal son sujet (mais paradoxalement, c'est lorsqu'on vient de découvrir quelque chose qu'on est le plus apte à le

faire partager ; les vieux spécialistes ne sont pas toujours les meilleurs pédagogues).

Il faut cependant remarquer que le public des agriculteurs a une expérience économique concrète assez complète. En effet, en tant que responsables d'entreprises, ils sont directement touchés par de nombreux aspects de la vie économique.

Les autres difficultés de la formation économique tiennent à la nécessité de « coller » d'assez près à l'actualité, ce qui rend plus attrayants les exposés, mais empêche de se servir d'instruments pédagogiques très sophistiqués. Il existe d'ailleurs peu de journaux donnant une information économique de niveau correct, ce qui empêche une mise en œuvre des découvertes acquises au cours d'un stage.

De toute façon, il existe peu d'instruments pédagogiques bâtis en fonction d'une large diffusion des connaissances économiques, que ce soit en matière d'ouvrages ou de documentation ou de jeux pédagogiques, ce qui est dommage. Comment s'étonner dans ces conditions que l'effort même de formation de formateurs soit insuffisant ?

Mais on ne peut tout exiger des formateurs si l'ensemble des éléments qui concourent à produire de l'information économique ne fait pas le même effort de médiation et de pédagogie. Un formateur dispose

de peu de temps pour se documenter et attend beaucoup des chercheurs en économie pour disposer de textes simples, descriptifs et explicatifs. Trois exemples pourraient illustrer cette demande.

- Il y a de nombreux ouvrages sur le fonctionnement des marchés à terme, ce n'est pas pour autant que l'on saisit rapidement les mécanismes qu'ils mettent en jeu. Pourtant un récent article dans la revue *Economie Rurale* permet en peu de pages, à partir d'exemples précis, de comprendre les différents cas de figure possibles (1).

- De même, que n'a-t-on pas écrit au sujet des montants compensatoires monétaires ! Mais seules trois revues en ont donné un descriptif relativement précis : *Economie et Finances Agricoles*, d'abord sous la signature de F. Clerc ; les cahiers du BAC (Bureau Agricole Commun), et les dossiers de la *Politique Agricole Commune*. Comment s'étonner dans ces conditions que peu de responsables agricoles aient les idées claires sur le sujet ?

- Enfin, j'évoquerai un article un peu à part, récemment publié dans *Economie Rurale* (2), sur le marché des céréales dans l'Indre, qui a l'intérêt d'appliquer l'analyse de système à l'étude d'un marché et de fournir une illustration concrète des différents rapports de force qui s'y exercent.

CONCLUSION

En conclusion, on peut dire que le recours à une démarche purement économique dans une démarche de formation est légitime pour peu qu'elle s'inscrive dans le cadre d'une approche pluridisciplinaire, laquelle doit se définir par rapport à l'univers culturel propre des stagiaires.

Le champ de l'analyse économique n'est pas global, ce qui en formation d'adultes n'est pas un inconvénient majeur, car il faut imaginer la formation comme un dialogue entre le savoir organisé du formateur et l'expérience des stagiaires qui a ordonné chez eux une représentation de l'organisation sociale.

Il faut d'autre part, reconnaître qu'à côté des questions de contenus de formation, une place importante doit être définie en faveur des démarches pédagogi-

ques et des moyens qu'il faut mettre en œuvre. Une grande carence existe de ce côté là.

Enfin, l'on y verrait plus clair en matière de formation économique si l'on dissociait la question des apprentissages techniques et que l'on inventait une nouvelle discipline : la formation à la gestion et à la prise de décision. Là, il y a beaucoup à inventer.

NOTES

(1) YON B. - Le marché mondial des denrées agricoles de Chicago. *Economie Rurale*, 1979 (1), 11-16.

(2) DASTEL. - La formation des prix et le marché céréalier. *Economie Rurale*, 1979 (1), 17-27.